

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
DREAL PACA – UID Vaucluse-Arles
CEDEX 09
84905 Avignon

Avignon, le 26/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ROUSSELOT Isle sur Sorgue SAS

Chemin Moulin Premier
84800 L'Isle-Sur-La-Sorgue

Références : D-0090-2026
Code AIOT : 0006400503

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2026 dans l'établissement ROUSSELOT Isle sur Sorgue SAS implanté Chemin Moulin Premier 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée de façon réactive comme suite à la déclaration d'un incident d'exploitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROUSSELOT Isle sur Sorgue SAS
- Chemin Moulin Premier 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue

- Code AIOT : 0006400503
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ROUSSELOT exploite un établissement spécialisé dans la fabrication de gélatine, sur la commune de l'Isle-sur-la-Sorgue (84800).

Les activités exercées relèvent notamment de l'autorisation au titre de la rubrique 3642-1 et de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510-2 de la nomenclature des ICPE.

Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 22 avril 2009 modifié.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R.512-69	Mesures d'urgence	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection fait suite à l'apparition de fuites au niveau de la station d'épuration interne, qui traite les effluents industriels. Des fuites sont apparues à la jonction entre le bassin biologique n°3 (fin de traitement biologique) et le dégazeur, un ouvrage béton adossé au bassin biologique qui récupère l'effluent traité pour le dégazer avant l'envoi vers le décanteur final où l'eau traitée est séparée des boues biologiques.

L'Inspection propose de prendre un arrêté de mesures d'urgence.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/08/2025, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incident/accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure.

Art. R 512-69 du Code de l'environnement

Constats :

Par courriel et appel téléphonique le 06/02/2026, l'exploitant a informé l'Inspection des installations classées de l'apparition de fuites sur un ouvrage de la station d'épuration interne. Ces fuites apparaissent à la jonction entre le bassin biologique n°3 (fin de traitement biologique) et le dégazeur, un petit ouvrage béton adossé au bassin biologique qui récupère l'effluent traité pour le dégazer avant l'envoi vers le décanteur final, où l'eau traitée est séparée des boues biologiques. L'exploitant indique que les fuites apparentes sont désormais collectées et dirigées vers un container. Toutefois, il a également observé des remontées au niveau du sol à proximité immédiate du point de jonction entre le bassin bio et le dégazeur.

Par courriel du 10/02/2026, l'exploitant informe l'Inspection qu'il a procédé à un décaissement du sol à proximité du point de jonction entre le bassin biologique et le dégazeur. Il a constaté une fissure d'environ 20 cm sous le niveau du sol, mais sans écoulement apparent ni lors du décaissement, ni lors des inspections régulières mises en place depuis. Il informe également l'Inspection des premières actions mises en œuvre :

- contact auprès de deux sociétés pour effectuer des prélèvements et analyses de sols ;
- contact auprès de plusieurs experts bétons pour faire réaliser un diagnostic et identifier les solutions de réparation possibles ;
- contact auprès d'une société spécialisée dans les interventions par plongeurs pour voir si un diagnostic et / ou une intervention de colmatage temporaire étaient possibles en exploitation depuis l'intérieur du dégazeur ;
- recherche de différentes possibilités pour mettre en place le plus vite possible un dégazeur de location afin de pouvoir mettre l'ouvrage hors service et permettre les travaux de remise en état. L'exploitant précise que l'utilisation de ce dégazeur est indispensable à une bonne décantation des boues dans le décanteur final.

L'Inspection s'est rendue sur site le 16/02/2026 et a constaté les éléments suivants (voir annexe photographique en pièce jointe) :

- une fuite apparente au niveau de la jonction entre le dégazeur et le bassin biologique, collectée par le dispositif mis en œuvre par l'exploitant (la zone de fuite a également été enduite par une résine afin d'essayer d'arrêter l'écoulement) ;
- l'absence de fuite apparente en dessous du dispositif de collecte, notamment au niveau

de la fissure mis en évidence suite au décaissement de sol ;

- la présence d'eau stagnante au niveau de la fouille. Compte tenu des épisodes pluvieux intenses et réguliers ces dernières semaines et de la proximité de la nappe, l'exploitant émet l'hypothèse d'une possible remontée d'eau de nappe. L'Inspection demande à l'exploitant de procéder à un prélèvement et des analyses de cette eau.

L'exploitant informe l'Inspection de l'état d'avancement des actions entreprises :

- l'intervention de plongeurs est impossible ;
- un expert béton se rend sur site le 17/02/2026 ;
- il est en attente de propositions quant à la location d'un dispositif de dégazage mobile (deux entreprises se sont déplacées sur site) ;
- une société doit intervenir à la fin du mois pour procéder à des prélèvements de sols

Par courriel du 19/02/2026, l'exploitant informe l'Inspection que : *"Il semble que la qualité de l'échantillon, du fait certainement de la durée de stockage, ne nous permet pas de vous communiquer des données fiables sur les paramètres de caractérisation d'un effluent (DCO/formes d'Azote et Phosphore).*

Nous pouvons uniquement nous baser sur la valeur de Chlorure mesurée dans l'échantillon de fond de tranchée.

La valeur en concentration s'apparente à notre effluent, c'est-à-dire 8 100 mg/l dans cet échantillon."

Considérant :

- que l'affouillement réalisé au pied du dégazeur a mis en évidence la montée d'une eau dont la concentration en chlorures est caractéristique de l'effluent industriel traité sur la STEP ;
- qu'il ne peut être exclu l'existence de fuites non collectées par le dispositif mis en place, en particulier sous le radier des ouvrages ;
- que le traitement de l'effluent situé au niveau du dégazeur et du bassin biologique n°3 n'est pas finalisé (boues non décantées) ;
- l'impact potentiel de l'effluent industriel sur l'environnement, en particulier les sols et les eaux souterraines

L'Inspection propose de prendre un arrêté de mesures d'urgence, afin que l'exploitant établisse :

- un état des lieux des désordres au niveau du dégazeur et/ou du bassin biologique n°3 ;
- un plan d'action de remédiation incluant les travaux de remise en état du dégazeur et/ou du bassin biologique n°3 ;
- une évaluation de l'impact environnemental des désordres observés au niveau du dégazeur et/ou du bassin biologique n°3.

Ci-joint un projet d'arrêté préfectoral en ce sens.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence